

L'abonné à l'édition N° 1 reçoit avec ce numéro LA PETITE ILLUSTRATION contenant la seconde partie de : L'AMOUR ATTEND, roman de M^{me} Lucie Delarue-Mardrus.

94^e ANNÉE
—
N° 4855

L'ILLUSTRATION

21
MARS
1936

LOUIS BASCHET, Codirecteur.

RENÉ BASCHET, Directeur.

GASTON SORBETS, Rédacteur en chef.

21. 3. 1936



Deux des tours de l'église Saint-Louis en flammes.

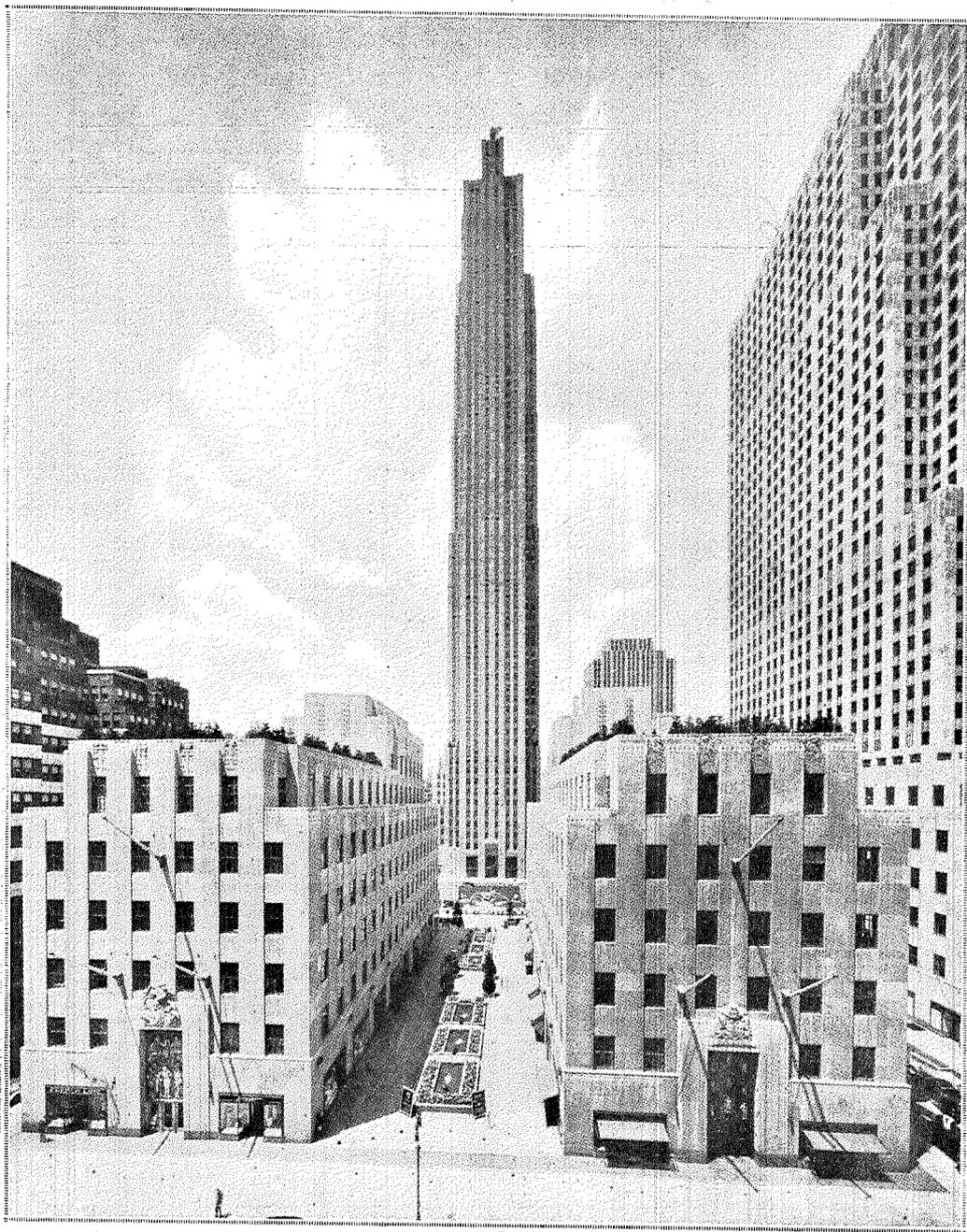


Le « poing levé » autour d'un foyer alimenté par les meubles arrachés aux maisons dévastées et brûlées.

TROUBLES EN ESPAGNE : LES INCENDIES DE MADRID

Photographies Fulgur et Keystone. — Voir l'article et les autres photographies page 338.

21 - 3 1936



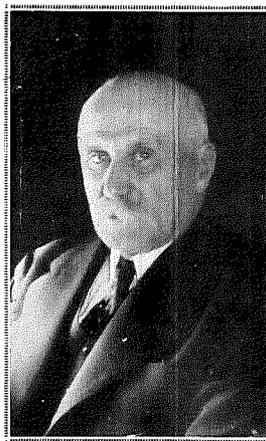
Le Rockefeller Center à New York.

On aperçoit, à gauche, la Maison de France, au 4^e étage de laquelle se trouvent les fenêtres des bureaux de l'Office français de renseignements.

L'OFFICE FRANÇAIS DE RENSEIGNEMENTS AUX ÉTATS-UNIS

L'essayiste anglais Charles Lamb ayant un jour dit de certain homme : « Je le déteste », quelqu'un protesta : « Mais, monsieur Lamb, vous ne le connaissez même pas. — Naturellement, dit Lamb, croyez-vous donc que je sois capable de haïr un homme que je connais ? » Phrase plaisante, mais profonde. Entre les peuples plus encore qu'entre les individus, toute mésintelligence est faite, pour une large part, d'ignorance. Les gouvernements de notre temps, qui tous ont besoin d'être soutenus par l'opinion publique, se voient obligés de faire approuver par les masses leur politique extérieure. Comment ces masses jugent-elles des peuples qu'elles ne connaissent pas ? Par des articles de journaux, par quelques discours d'hommes d'Etat, par des légendes hostiles ou favorables. Des citoyens de bonne foi, mais qui ne savent rien des faits, éprouvent soudain à l'égard de telle nation de l'antipathie ou de la sympathie et voudraient que la diplomatie de leur pays fût conduite en fonction de ces sentiments. En un temps où les méthodes scientifiques ont produit dans le domaine de la physique, de la chimie et de la biologie des résultats si surprenants et donné à l'homme une telle puissance sur l'univers, on prétend traiter de manière empirique et naïvement passionnée les questions internationales les plus délicates et les plus graves. Il n'est pas de légèreté plus dangereuse.

Considérons, par exemple, le cas de la France et des Etats-Unis. Si jamais deux nations eurent chance de s'entendre et de s'aimer, ce sont ces deux-là. Point d'intérêts importants en conflit, un passé historique au cours duquel la France était venue au secours des Etats-Unis, puis les Etats-Unis au secours de la France, des institutions parentes et un commun amour de la paix, tout devait les unir. Pourtant, après avoir collaboré avec une mutuelle confiance pendant la guerre, elles semblèrent, dès la discussion du traité de paix, s'éloigner l'une de l'autre. L'opinion publique américaine ne comprenait pas les craintes légitimes qu'exprimaient les Français au sujet de l'avenir de l'Europe ; l'opinion publique française méconnaissait le désintéressement sincère des Américains. Puis surgit la question des dettes. Parmi les millions



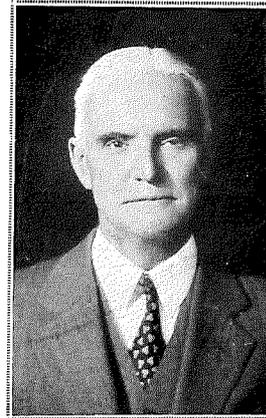
Le maréchal Pétain, président du conseil d'administration de l'Office français de renseignements (*).

(* Ce conseil d'administration est composé comme suit : général de Chambrun, MM. Sébastien Charléty, Raoul Dautry, André Maurois, Emile Moreau, Frank L. Polk (N. Y.).

de citoyens qui, dans les deux pays, exprimaient sur ce sujet des opinions véhémentes, combien connaissaient l'origine réelle de ces dettes, le montant des sommes déjà payées, les effets du moratoire Hoover, le mécanisme circulaire par l'action duquel les paiements faits aux Etats-Unis par les Alliés ne pouvaient être effectués qu'à l'aide des prêts consentis par les Américains aux Allemands ? J'ai entendu moi-même, il y a un an, un homme d'Etat français exposer l'aspect historique de cette question à un banquier américain ; à la fin de la conversation, celui-ci dit, très honnêtement : « Monsieur le président, si j'avais su ces choses, mon attitude eût été toute différente. »

Si j'avais su... Tous, Français et Américains, nous pourrions bien souvent répéter ces mots. Nous souhaitons sincèrement connaître la vérité ; les moyens de l'atteindre nous ont toujours manqué. Imaginez les difficultés que peut rencontrer, pour comprendre ce qui se passe en France, un journal de l'Ouest-Américain qui ne dispose ni d'une bibliothèque, ni de publications françaises. Imaginez les obstacles auxquels se heurte un Américain venu à Paris pour étudier quelque aspect de notre vie politique ou économique. A qui s'adressera-t-il ? Comment sera-t-il reçu ? Découvrira-t-il le service compétent ? S'il le découvre, n'y trouvera-t-il pas des hommes très occupés qui, malgré leur bonne volonté, n'auront pas le temps de le renseigner ? Et, d'ailleurs, n'éprouvera-t-il pas toujours un léger sentiment de méfiance à l'égard de renseignements donnés par des services publics ? Tous les Français qui ont étudié l'Amérique savent que l'information, pour être accueillie là-bas avec confiance, doit être rigoureusement objective et venir d'une source telle que cette objectivité soit garantie.

Depuis longtemps déjà plusieurs de ces Français souhaitaient que fût créé un organisme privé qui, à une nation avide de faits, pourrait apporter la vérité ou, au moins, les moyens de la découvrir. Il fallait pour cela ouvrir à New York un centre d'informations



M. Frank L. Polk, ancien sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, qui représente à New York le conseil d'administration de l'Office français de renseignements.

richement doté, de livres, de revues, de journaux et qui préparerait des dossiers, constamment tenus à jour, sur tous les problèmes pouvant intéresser en même temps les deux pays ; il fallait fonder à Paris un bureau symétrique qui fournirait au bureau de New York les renseignements dont celui-ci aurait besoin et se mettrait, pour les aider dans leurs études et recherches, à la disposition des Américains venus en France ; il fallait, enfin, que le personnel de ces deux bureaux fût composé d'hommes compétents, cultivés et connaissant bien les deux nations. Tout cela qui était infiniment souhaitable serait-il un jour possible ? Les plus optimistes en doutaient.

Un an à peine s'est écoulé depuis les premiers entretiens et voici que l'Office français de renseignements s'ouvre aux Etats-Unis. La tentative a réussi au delà de toute espérance ; elle a rencontré en France et en Amérique les concours les plus généreux et les plus divers ; elle a des ressources qui assurent sa continuité non seulement pour l'année qui vient, mais pour celles qui suivront. Il a été prouvé que des hommes de toutes professions, de toutes opinions peuvent encore en notre pays s'unir pour faire œuvre



Groupe d'artillerie massé place de la Gare, à Strasbourg, pour être passé en revue par le général Gamelin.

sances locarniennes. D'autre part, M. Flandin a saisi le Conseil d'un projet de résolution comportant la « constatation » que le gouvernement allemand « a commis une contravention à l'article 43 du traité de Versailles en faisant pénétrer et en installant, le 7 mars 1936, des forces militaires dans la zone démilitarisée visée par les articles 42 et suivants dudit traité et par le traité de Locarno ».

Ce projet de résolution n'aurait pas été déposé si le ministre français n'avait acquis l'assurance préalable qu'il serait voté à l'unanimité. Mais la journée était déjà fort avancée. C'est pourquoi, quand le Conseil, en ayant terminé avec sa séance secrète, se réunit en séance publique, ce fut pour remettre au lendemain, 17 mars, le vote attendu.

Jusqu'ici, il n'a donc été question, pour le Conseil, que de « constater » l'infraction allemande. Pas une phrase de la résolution ne contient l'idée d'un blâme. La première étape seule est franchie. Il a fallu pour cela dix jours. Le Conseil ira-t-il plus loin? Ajouterait-il à la constatation simple la condamnation morale qui semble s'imposer et les « recommandations » qui en découlent logiquement? Au moment où ce numéro est mis sous presse, on n'en sait rien

encore. Pas davantage on ne peut prévoir la tournure que prendront les conversations engagées entre les puissances locarniennes, avec ou sans le concours de l'Allemagne. Trois projets ont été élaborés, l'un français, l'autre britannique, et le troisième belge. Ils diffèrent assez sensiblement.

Ce qu'on peut dire, pour l'instant, c'est qu'une volonté commune se manifeste pour sauvegarder avant tout le maintien de la paix. La France s'y efforce autant que quiconque et elle est prête, pour atteindre ce but, à de larges concessions. Mais, si elle peut faire des sacrifices d'amour-propre, elle ne saurait transiger sur sa dignité, pas plus que sur sa sécurité. En attendant que la situation soit éclaircie, toutes les précautions ont été prises pour mettre notre frontière de l'Est en état de défense. La « ligne Maginot » — dont *L'Illustration* a longuement parlé dans son numéro du 5 septembre 1933 — a été occupée par les troupes de couverture, et le général Gamelin, chef d'état-major général, au cours de la tournée d'inspection qu'il vient de faire, a pu se rendre compte de la discipline et de l'ordre qui régnaient partout, comme aussi du sang-froid de la population.

ROBERT LAMBEL.



Le général Gamelin se rend au cimetière de Cronembourg avant d'aller présider l'assemblée générale du Souvenir français du Bas-Rhin. — Phot. Bassot.

POLITIQUE ET DIPLOMATIE

LA RATIFICATION DÉFINITIVE DU PACTE FRANCO-SOVIÉTIQUE

Pour que le pacte franco-soviétique, ratifié par la Chambre le 27 février, devint définitif, il lui manquait encore l'approbation du Sénat. Le débat s'est institué devant la haute assemblée le 12 mars, dans une atmosphère assez nouvelle, créée par la dénonciation allemande de Locarno. Beaucoup des adversaires du pacte, qui auraient certainement voté contre, ont déposé un bulletin favorable ou se sont abstenus afin de ne pas avoir l'air de céder à la tentative de chantage du Troisième Reich ou de donner consistance à la thèse d'après laquelle le pacte est incompatible avec le traité de Locarno. Aussi la discussion a-t-elle été brève. Après l'audition du rapporteur, M. Le Trocquer, et une intervention de M. Paul-Boncour, ministre d'Etat, au nom du gouvernement, le vote a été acquis à la majorité considérable de 226 voix contre 48 et 34 abstentions. Le meilleur avocat du pacte avec la Russie soviétique a été, en la circonstance, le chancelier Hitler.

LE NOUVEAU MINISTÈRE JAPONAIS

Le putsch militaire japonais a eu pour épilogue la constitution d'un nouveau ministère. L'amiral Okada ne pouvait, en effet, être maintenu au pouvoir, car la sédition répondait à un



M. Hirota, le nouveau président du Conseil japonais.

mouvement profond de l'opinion dont il fallait tenir compte. Mais, d'autre part, il eût été inadmissible de lui donner comme successeur un de ceux qui, par leurs sympathies, avaient plus ou moins encouragé les mutins. C'est à cette double condition que correspond la formation du cabinet Hirota. Le nouveau président du Conseil, qui était ministre des Affaires étrangères de l'amiral Okada, est un civil, mais il jouit personnellement d'une haute estime auprès des dirigeants de l'armée et dans les associations patriotiques. Il a réussi à mettre sur pied une combinaison qui satisfait au vœu des nationalistes sans néanmoins laisser la prépondérance au clan des généraux. Un certain nombre de mesures ont même été prises contre des chefs trop turbulents de Mandchourie ou de l'intérieur plus ou moins compromis dans la récente insurrection, notamment contre les généraux Araki et Mazaki, qui ont été mis d'office à la retraite. — R. L.

FAITS DE LA SEMAINE

— Une jeune interne des hôpitaux, Edith Seiffert, vient de mourir, à vingt-cinq ans, victime de son dévouement, atteinte de septicémie généralisée.

— Parmi les morts de ces jours derniers : l'ancien président du conseil municipal de Paris, M. Le Corbeiller ; Cuvelette, directeur général des mines de Lens ; le publiciste Alexandre Natanson, qui dirigea longtemps la *Revue blanche* et le *Cri de Paris* et qui, le premier, publia, au début du siècle, le fameux *Quo vadis* ? ; l'auteur dramatique Henry de Gorsse qui fit jouer entre autres la *Gamine* et le *Procureur Hallers*.

— Le prix de littérature coloniale a été décerné à M. Paul Fabre, auteur de *l'Heure d'Abéché* ; d'autre part, le prix littéraire de l'Aéro-Club a été décerné au colonel Chambe, auteur de : *Enlevez les cales !*

31. 3. 1936

LENDEMAIN DE VICTOIRE DU « FRONT POPULAIRE »

Cependant que la victoire républicaine aux dernières élections espagnoles était célébrée partout par de vibrantes manifestations — nous en avons parlé dans notre numéro du 7 mars — une série d'actes de violence ont été commis par les partis extrémistes de gauche, qui ont eu pour contre-coup une recrudescence d'agitation et des tentatives de représailles de la part des « fascistes ». Le gouvernement s'est efforcé de réprimer les désordres, de l'un et de l'autre côté, mais il est évident que l'Espagne n'a pas encore recouvré sa tranquillité intérieure.

C'est surtout dans le sens anticlérical que les troubles se sont produits. Au cours de cette dernière quinzaine, des églises ont été incendiées à Alicante, à Ceuta, dans le Maroc espagnol ; à Alcalá de Henares, près de Madrid, l'église des jésuites et le couvent des Madeleines ont été mis à sac, puis livrés aux flammes ; à Cadix, neuf églises, dont celle de Saint-Philippe, où se réunirent jadis les Cortès de Cadix, ont subi le même sort, ainsi que plusieurs couvents ; à Pampelune, à

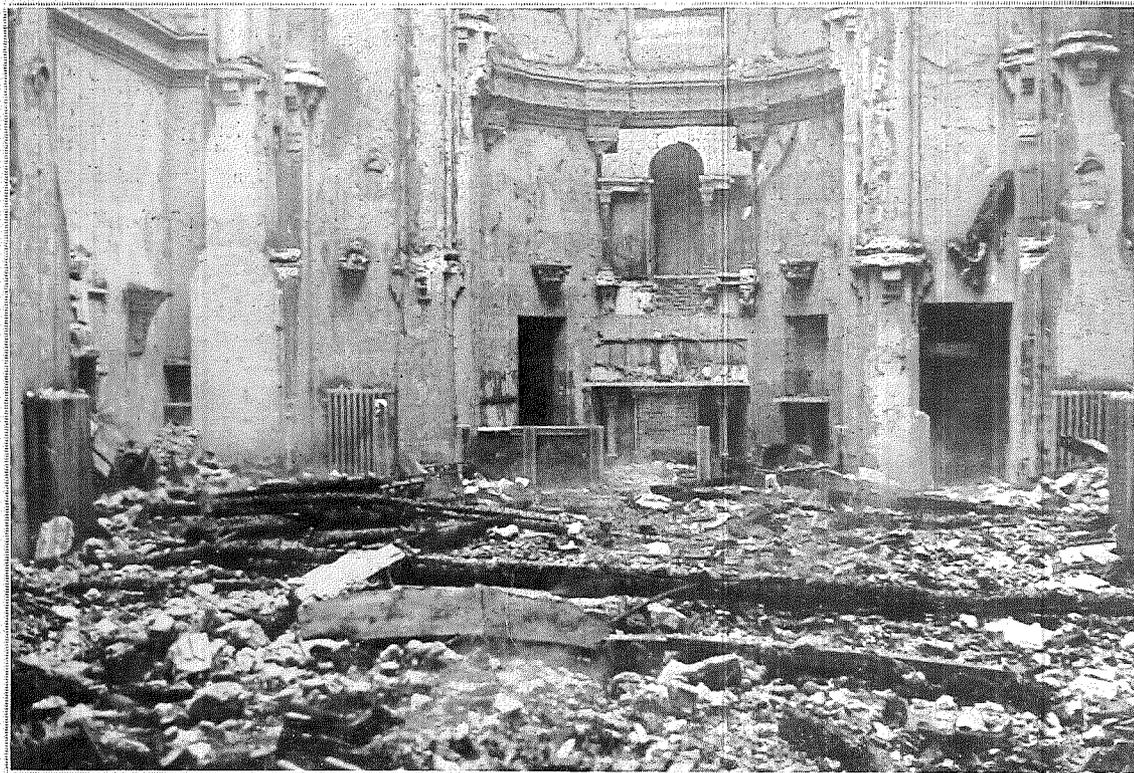


Le vestiaire d'un couvent de Sœurs après le passage des émeutiers.

Séville, les locaux de la « Ceda » ou de journaux de droite ont été attaqués ; à Grenade, où une grève générale de vingt-quatre heures avait été proclamée, le théâtre d'Isabelle la Catholique a été incendié par les émeutiers ainsi que des immeubles particuliers, et une manifestation socialo-communiste, où les femmes étaient en majorité, a expulsé de vive force la municipalité. A Madrid, des collisions nombreuses ont mis aux prises les groupements révolutionnaires et les groupements fascistes, particulièrement dans les milieux universitaires. Le 12 mars, le professeur de droit Jimenes de Asua, nouveau député socialiste, a été assailli à coups de revolver. Il n'a pas été blessé, mais un policier qui le protégeait a été tué. Son enterrement a été l'occasion de troubles assez graves. Le siège du journal la *Nacion*, puis l'église Saint-Louis, au centre de la capitale, et l'église Saint-Ignace, bel édifice du dix-huitième siècle, ont été incendiés. La police dut faire usage de ses armes et la fusillade a fait quelques victimes. Les bagarres ont recommencé dimanche dernier 15 mars.



La salle dévastée d'un patronage de travailleurs catholiques à Madrid : des enfants font le salut communiste, le poing tendu.



CHOSSES D'ESPAGNE. — Le chœur de l'église Saint-Ignace, à Madrid, incendiée au cours des derniers troubles.
Photographies Keystone.

Elles ont été particulièrement violentes à Barcelone, où les extrémistes ont attaqué et incendié l'immeuble du journal *Correo Catalan*, et à Madrid, où une église encore et deux couvents, de même que le siège de différentes organisations de droite, ont été détruits. Dans la soirée, des coups de feu furent tirés, d'une automobile, sur la villa de M. Largo Caballero, le leader socialiste, mais sans que personne fût atteint.

A la suite de ces incidents, plusieurs centaines d'arrestations ont été opérées sur tout le territoire, dont celle du fils de l'ancien dictateur Primo de Rivera. Le parti socialiste affirme que la plupart des attentats sont le fait d'agents provocateurs stipendiés par les fascistes et il a demandé au gouvernement d'intervenir avec énergie pour ne pas laisser discréditer la République.

Un autre symptôme significatif de l'excitation des esprits a été donné lors de la séance préparatoire à l'ouverture des Cortès, le 15 mars. Selon la tradition, le fauteuil de la présidence était occupé par un doyen d'âge, en l'espèce le contre-amiral Carranza, député monarchiste. Comme il procédait à l'expédition de l'ordre du jour, quelques-uns de ses collègues de gauche voulurent l'obliger à crier : « Vive la République ! » Il refusa et dut quitter la salle des séances sous les huées d'une partie des assistants qui chantaient *l'Internationale*. Telle est l'atmosphère actuelle de l'Espagne.